



CODE ROUGE : FAIRE PLUS QUE RÉSISTER CLIMATIQUEMENT ?

*Entretien avec Antoine Collard, porte-parole Greenpeace,
par Stéphanie Devlésaver, journaliste, CBCS*

« #PeopleNotFlights: Code Rouge contre le secteur de l'aviation ». Tout au long du mois de novembre 2023, voilà le type de message qui tombait dans les boîtes mail des abonnés aux actions de la plateforme. A l'heure où ce dossier sortira, leur troisième action de désobéissance civile de masse aura eu lieu dans l'un des aéroports du pays. Parce qu'« il est grand temps d'opérer des changements radicaux en faveur des personnes et du climat! », clame Code Rouge. Actuellement, il compte

27 organisations, issues de l'environnement, du social, de milieux activistes... « C'est un mouvement qui a pour ambition de rester une structure ouverte », explique Antoine Collard, attaché de presse et porte-parole pour Greenpeace, l'une des organisations à l'origine du projet. Et ajoute, « lutter pour défendre l'environnement sans intégrer les autres luttes n'a pas de sens » ! Ils-elles sont de plus en plus nombreux à rejoindre l'idée. Mais comment construire du commun à partir de grosses structures à tonalité

environnementale et d'autres, plus petites et ciblées sur d'autres luttes ? « Faire partie d'un mouvement, c'est toujours faire un pas en retrait par rapport à sa propre visibilité » alors qui est légitime pour faire quoi ? Comment peser dans le débat public sans lisser son discours, sans perdre son identité ? Toutes ces questions qui peuvent sembler, au premier abord, anecdotiques, sont souvent celles qui comptent pour rassembler les énergies, ou au contraire, les voir s'évaporer. Focus sur Code Rouge.



Janvier 2023. A l'Ouest de l'Allemagne, entre Cologne et Dusseldorf, une manifestation de plus de 15.000 personnes a lieu contre l'expulsion du village de Lützerath¹. Il est en cours de destruction en raison du projet d'extension de la mine de lignite à ciel ouvert de Garzweiler³. Parmi les manifestants, Ende Gelände, en français «**jusqu'ici et pas plus loin**»: mouvement social allemand de désobéissance civile visant à alerter sur les actions qui favorisent le changement climatique, notamment l'extraction du charbon. Il bloque des mines de charbon chaque année sur le territoire allemand. «Il y avait une envie

de s'inspirer de cette action de désobéissance civile de masse», raconte Antoine Collard. «Les gens se sont mis autour de la table pour en discuter et créer une plateforme de manière plus structurée, avec un nom, un site internet, des outils de communication. Et la mise en place d'une première action en octobre 2022». **Officiellement, on parle de mouvement citoyen, mais à l'origine, c'est issu, en grande partie, d'organisations** – internationales, installées, avec du budget, des salariés, des locaux, une expertise pour développer une stratégie de communication - **telles que Greenpeace**. «Mettre nos moyens, qu'ils soient logistiques, financiers, de communication, à disposition de structures plus petites, plus proches du terrain, fait partie de nos envies», poursuit le porte-parole.

«Ces collectifs citoyens connaissent mieux les combats plus locaux, comme par exemple, la défense de petits espaces naturels menacés par des projets immobiliers. On va venir les appuyer dans leur travail: on va plus facilement écrire un communiqué de presse, trouver un porte-parole, obtenir une réunion politique, etc.». Et d'ajouter: «on va pouvoir apporter des moyens qui vont créer de l'empowerment d'organisation, utile à la société. C'est clairement une forme de mutualisation de partage des ressources». Il se félicite d'ailleurs du résultat de la première action contre TotalE-

1. «Allemagne: la mine de charbon de Lützerath, symbole de l'opposition aux énergies fossiles», FranceInfo, 18/01/2023.

nergies, « impressionnante en termes de logistique et d'organisation »²...

Juillet 2023. A Bruxelles, au pied du siège d'Engie, piscines gonflables, serviettes de bain, parasols et transats. Plus d'une centaine de personnes ont participé à l'action baptisée « Engie les Bains », pour dénoncer les dividendes versés par le groupe à ses actionnaires en 2023. **Un moyen de rappeler la difficulté à joindre les deux bouts vécue par certains ménages.** Dans les participants, des syndicalistes, mais aussi des activistes pour la justice sociale et climatique, dont des Gilets jaunes et des militants de Code Rouge. C'est une des spécificités de la plateforme: être « **multiple**. Même si, à la base, il y a une forte tonalité environnementale avec des organisations comme Greenpeace, Extinction Rebellion, youth for climate, **la justice sociale est centrale. L'ambition est de faire des luttes intersectionnelles** », précise Greenpeace. « C'est un ensemble systémique qu'il faut défaire. Les mécanismes qui conduisent à la destruction de l'environnement sont les mêmes que ceux qui amènent au racisme, à l'injustice sociale ». **Élargir les questions climatiques et environnementales aux questions sociales**, voilà une des motivations premières de ce travail en alliance qui se traduit dans leurs actions. Regard sur ce rapprochement des luttes, en coulisse.

BIS: Concrètement, comment se vit le projet? Comment décide-t-on ensemble?

Chacun vient avec du temps ou pas, on ne voit pas toujours toutes les personnes à toutes les réunions. On a aussi des groupes de travail qui s'organisent de manière distincte: certains travaillent

2. « TotalEnergies libéré, Code rouge promet de récidiver », Le Soir, 08/10/2022

La désobéissance : au risque de l'entre-soi, mais en toute indépendance !

Septembre 2023. A Bruxelles, au 71, rue de Liedekerke, au cœur de Saint-Josse. Le **Réseau Ades, membre de Code Rouge**, donne rendez-vous pour son traditionnel apéro de rentrée. Les vélos sont priés de rester à l'extérieur, les mètres carré disponibles sont comptés. Une quarantaine de personnes s'agglutinent dans l'étroite cour de cette occupation temporaire surnommée l'Ades'if. Le lieu sert à la fois de QG de réunions, d'espace festif et d'ateliers en tous genres. L'événement permet de s'informer sur les activités du Réseau et de les intégrer. Un mot de bienvenue dresse les grandes lignes: divisé en différents fronts qui se réunissent une fois par mois - « justice sociale et climatique, solidarité migrant-es, Anti-pub, FéministeS, Antifasciste » -, le Réseau s'organise en autogestion et « est différent chaque année selon les personnes plus ou moins impliquées et l'énergie du groupe. « Chaque front peut aller chercher des sous là où il veut », mais le Réseau en tant que tel ne bénéficie d'aucun subside. Il vit grâce à une libre cotisation de ses membres et les rentrées du bar payant tous les vendredis soirs. En termes de méthodes d'action, valeurs et ligne politique, on attrape des mots au vol, comme « bienveillant », « militant », « organique », « pour un monde post capitaliste », « féministe », « progressiste »... Pour en savoir plus, il faudra poursuivre les discussions par front. A l'étage, « Justice sociale et climatique » accueille beaucoup de jeunes, notamment intéressés à l'idée de rejoindre « Code rouge ». « La désobéissance civile, c'est un moyen pour résister et faire bouger les choses qui vit très fort dans la jeune génération », constate Antoine Collard, de Greenpeace. Mais tout le monde n'a pas la liberté de cette « action directe non violente créative », soulignait Amaury Ghijssels, ex-chargé de mobilisations pour Greenpeace (lire BIS n°175/2017). « Tout le monde n'a pas les moyens de vivre avec des incertitudes d'agenda, des risques d'altercations policières... La désobéissance civile est un privilège, sans doute moins adapté pour les plus dominés ». Du côté des militants Ades, on continue à y croire: « cette année, avec Code Rouge, on a fait une action en lien avec les syndicats, ce qui renforce des liens avec des gens en prise avec la précarité sociale, nous fait sortir de l'entre-soi », nous explique-t-on. Pour eux, le frein pour faire plus largement alliance, notamment avec l'associatif subsidié dans lequel l'une d'entre eux a précédemment travaillé, ce sont les financements: « pour obtenir les financements qui assurent son existence, une petite structure peut dévier des actions qui ont du sens pour elle ». Pour cette raison, la militante ne croit plus dans cette forme de résistance et préfère s'investir dans des réseaux tels que ADES. Et Antoine Collard, de rappeler: « Greenpeace n'est pas subsidié, il ne vit que de dons, ce qui nous permet de rester très indépendant ».



sur l'action en elle-même, d'autres sur la communication... Quand on décide une nouvelle action: quel est le message, l'histoire? Quelles sont les revendications qu'on va donner à cette action? Quel est le consensus de l'action: que va-t-on s'autoriser à faire ou à ne pas faire? Comment va-t-on prendre les décisions pendant l'action? **Ce sont des moments-clés durant lesquels chaque organisation va s'assurer qu'elle est en accord avec ce qui se passe. Et éventuellement prendre la décision de sortir.** Temporairement, le temps de cette action, ou bien définitivement.

BIS: C'est le moment où il peut y avoir de vrais débats...

Oui, où les choses peuvent être rediscutées, revues, transformées. Pour l'instant, on reste sur des thématiques assez générales – les énergies fossiles, la transition énergétique juste, accompagner les personnes précarisées, faire payer les pollueurs...

- ce sont des idées qui font consensus. Mais il pourrait y avoir, dans le futur, des thématiques plus compliquées. Le défi sera de comprendre chacun avec sa philosophie, son approche de la situation, ses priorités, ses réseaux, son ton, son style...

BIS: Qu'est-ce que cette diversité peut apporter?

Pour une organisation comme Greenpeace qui a une casquette environnementale et qui a un historique plutôt de lutte et protection de l'environnement, cela lui apporte un regard beaucoup plus éclairé sur les questions de justice sociale, sur les droits des travailleurs... Quand on va voir les syndicats des structures qu'on vise, on apprend des choses, on est sur des domaines qu'on connaît beaucoup moins. **On a envie d'apprendre et de faire différemment.** L'idée est d'évoluer vers une organisation qui place la justice sociale dans ses fondements. Si Greenpeace existe depuis 50 ans, cela ne fait qu'une

petite dizaine d'années qu'on travaille sur ces questions-là! Mais par exemple, aujourd'hui, lors de la COP, la justice climatique est au centre de nos demandes et de nos priorités, là où avant, c'était moins le cas.

BIS: Un changement nécessaire...

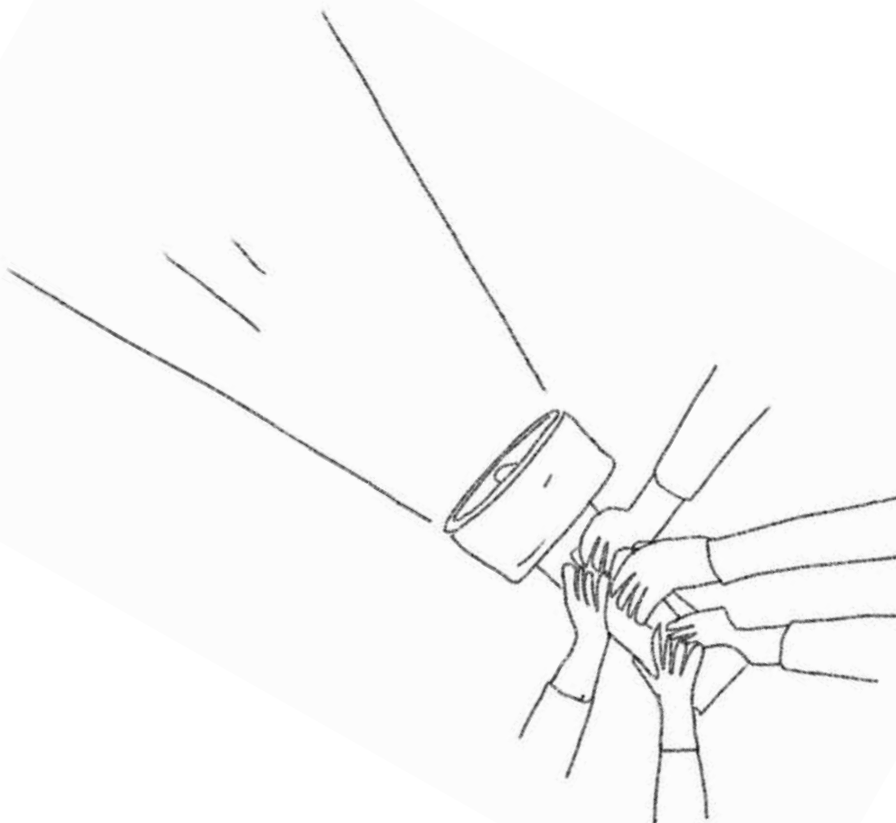
La thématique environnementale évolue, plein de choses se créent, plein de nouveaux acteurs arrivent. Dans ce contexte, on doit redéfinir notre place de structure historiquement ancrée dans la thématique.

BIS: Pourquoi avoir pris pour ADN, la désobéissance civile?

La désobéissance civile a montré qu'à certains moments tendus de l'histoire, **elle a pu faire bouger les lignes.** On trouve que c'est un moyen qui a du sens, qui a montré son utilité, et qui est légitime aujourd'hui. **C'est une forme de résistance légitime: on s'autorise à franchir des lois parce qu'on estime qu'elles sont injustes.** Parce qu'on sent qu'on n'arrive pas du tout à la transition, à l'évolution qu'on aimerait voir arriver plus vite pour contrer la crise climatique! Elle n'est pas du tout prise à la hauteur de sa réalité par nos responsables politiques. On est très déçus chez Greenpeace des résultats des différentes COP et autres plans climat qu'on peut avoir... On n'est toujours pas satisfaits du tout de ce qui se passe! La désobéissance civile est vue comme une des réponses à cette inaction face à laquelle on est tout le temps confronté.

BIS: Ce mode d'action citoyen aurait plus de chance de bousculer un système qui n'est plus acceptable aujourd'hui...

Cela ne veut pas dire qu'on croit que le reste ne sert à rien. On continue à travailler à partir d'actions légales, mais





3 questions à Christine Mahy, pour le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté, membre de Code Rouge

1° Pourquoi avoir décidé de rejoindre ce mouvement ?

Christine Mahy : c'est une manière de faire face à de grands acteurs qui devraient jouer un rôle fondamental en faveur du climat, mais aussi en faveur de la réduction des inégalités. Ils devraient participer à alimenter les caisses collectives, à doter l'État pour organiser les droits au bénéfice des populations. Ils devraient investir massivement pour sortir des dynamiques polluantes et destructrices des populations et de la planète. Lorsqu'on ne peut pas établir un dialogue avec ces acteurs et que rien ne semble pouvoir bouger en dehors d'un rapport de force, nous pouvons rejoindre des actions de désobéissance civile, visibles largement et pacifiques, telle que Code Rouge. Avec ce type d'actions, le Réseau a envie d'envoyer un message à la société et aux politiques : **il faut être plus audacieux, aller plus vite, plus fort sur ces enjeux. Se manifester en mouvement dans ce sens, c'est important.**

2° Pourquoi ce choix, de s'inscrire dans ce type d'actions ?

Le Réseau se donne pour mission de travailler à l'intérieur du cadre institutionnel du pays, avec les gouvernements, les administrations, etc. Il utilise tous les leviers mis en place par la démocratie - même s'ils sont améliorables - pour obtenir des résultats. Mais, dans ces processus de travail, **le Réseau n'arrive pas toujours à être entendu sur des enjeux qui lui paraissent pourtant majeurs en termes de droits pour les populations.** Dans ces cas-là, trois pistes s'ouvrent : soit, toujours dans le cadre des institutions, aller en justice contre une décision ; soit manifester son mécontentement en rue ; soit décider de désobéir. Cette troisième piste vient à un moment donné où on pense qu'il faut se montrer plus incisifs, quand on a l'impression qu'on n'arrive vraiment pas à se faire entendre à travers tous les autres moyens sur une question majeure pour les populations.

À nos yeux, ces actions restent encore préventives par rapport à une colère plus générale qui pourrait se manifester de façon plus débridée. Et pas seulement à travers de la violence physique, de la casse, mais aussi à travers un vote qui conduit à courir vers l'extrême droite. **Avec la désobéissance civile pacifique, on cherche à dialoguer, un dialogue que l'on force.** On espère que les parties en face s'en rendent compte.

3° Comment ces actions ont-elles été vécues au sein du Réseau ?

CM : Précisons que le Réseau laisse les travailleurs et travailleuses libres de participer à ce type d'action ou pas. Il se positionne en **protecteur des personnes qui ne doivent pas se mettre en danger, pour des raisons de santé, administratives ou autres.** Si tout le monde n'est pas à l'aise avec ce type d'action, il y a par contre une sympathie générale, une adhésion à l'esprit. Cela fait exister des formes de débats sur la manière de mener des luttes, sur l'organisation de notre démocratie, etc. Au Réseau, nous menons des luttes ciblées qui aboutissent à des changements concrets essentiels, aussi des combats plus macro, plus significatifs. Et là, avec des actions du type Code Rouge, vit le fait qu'on s'attaque au cœur : la production des richesses, la détention du pouvoir, la société qui surfe sur les profits ; que **l'on se positionne dans un lien intense au monde plus largement. Certain-e-s reprennent alors des forces.**



la désobéissance nous semble être un moyen nécessaire pour faire avancer les choses, éveiller les consciences et faire évoluer les mentalités. Et, dans le cas de Code Rouge, ces actions ne sont plus uniquement réalisées avec des activistes formés, préparés, avec un nombre limité de personnes, qui sont conscients des risques encourus, mais avec des citoyens.nes qui, pour la plupart, n'ont jamais fait ce type d'action auparavant. Le mouvement a d'ailleurs pour mission de donner des formations: la désobéissance civile, c'est quoi? Pourquoi on pense que c'est un moyen d'action important? Quels sont les risques qu'on prend? Comment agit-on de manière non violente? Comment cela va se passer sur l'action?...

BIS: Sous le nom commun de « Code Rouge ». Dans un premier temps, on ne sait pas qui est derrière l'action...

Quand on est sur Code Rouge, pas question de calicot Greenpeace! L'idée est de mettre cette identité commune en avant et de ne pas tirer la couverture à soi. Par exemple, avec le projet de loi Van Quickenborne et sa restriction du droit fondamental de manifester, on est en front commun avec les syndicats. Quand la presse en parlait, elle citait les syndicats et des organisations dont LDH, Greenpeace... Ce qui nous épingle sur un message commun qui n'est pas le climat, en premier lieu. **Ce qui peut faire peur à un certain public...**

BIS: C'est une des limites de ce type de plateforme?

De manière générale, pragmatiquement parlant, **faire partie d'un mouvement, c'est toujours faire un pas en retrait par rapport à sa propre visibilité.** Et avoir son identité qui change, c'est aussi perdre une certaine partie de son public. Pour une organisation telle que Greenpeace, être reconnaissable pour le grand public est pourtant essentiel puisque nous avons besoin de donateurs pour être soutenu financièrement! Pour nous assurer notre indépendance, nous n'avons pas de subsides. **C'est donc un des défis: comment rester avec une identité, un marqueur fort tout en faisant évoluer notre message?** Comment arriver à continuer à fédérer toute une série de gens qui croient en nous, malgré cette évolution?

BIS: C'est, par ailleurs, une manière de recréer un rapport de force avec les politiques...

Le mouvement est intéressant pour peser dans le débat public. Code Rouge en est une parmi d'autres. La coalition climat³ en est une autre, qui regroupe plus de 90 organisations. C'est une manière de peser plus lourd quand on va frapper la porte du premier ministre, à des moments décisifs comme

3. La Coalition Climat est une asbl nationale qui réunit plus de 90 organisations de la société civile belge (nature et environnement, coopération au développement, syndicats, mutualités, jeunesse, mouvements citoyens) autour du thème de la justice climatique.

celui des COP. Parce qu'on est tous ensemble, on arrive à faire contre-poids et à être entendu dans le débat public. On arrive à avoir un rôle de contre-pouvoir. C'est une coalition très vivante et qui peut sans cesse évoluer pour aborder d'autres thématiques.

BIS: c'est très souple comme construction...

On se doit de rester très rapide et flexible par rapport à ce qui se passe dans le monde. Mais **le gros enjeu pour le mouvement Code Rouge, moins classique, c'est de rassembler des profils très différents:** c'est beaucoup de bénévolat, avec des réunions en soirée, avec des discours plus bruts... C'est vraiment la volonté, d'être très ouvert, de sortir **un peu de la technocratie des structures d'experts qui sont parfois en décalage avec la réalité.** Le but, c'est de **s'ouvrir à d'autres perspectives avec les citoyens-ennes.**

BIS: Et provoquer la rencontre? Ce n'est pas évident d'être réellement ensemble...

Ce n'est pas non plus dénué de risques et de tensions, mais ce sont des moments très enrichissants quand l'entrepôt de TotalEnergie près de Liège est bloqué par un collectif queer qui est rejoint pas des gilets jaunes... Parce qu'on veut résolument rester ouvert! Et s'inscrire dans cette intersectionnalité! On va s'asseoir, on va discuter... Parfois, c'est très fatigant, mais on va trouver comment se rencontrer. Et même si la rencontre et les discussions ne sont pas forcément agréables ou faciles, **l'action mise en place a le mérite de permettre que cette rencontre ait lieu!** Ça reste encore assez limité, mais c'est se confronter à ce que veut concrètement dire le droit des travailleurs, la pauvreté, la justice sociale. Ce ne sont plus uniquement des mots.